
La forteresse vide. Une histoire des hautes terres du Massif central entre déprise humaine et emprise symbolique (XIXe-XXe siècles)

Thèse pour le doctorat en histoire sous la direction de Gilbert Garrier et Jean-Luc Mayaud, Université Lumière-Lyon 2, 3 volumes, 865 f° et 189 f°, soutenue le 8 septembre 2000, devant un jury constitué de Claude-Isabelle BreLOT, Maurice Garden, Gilbert Garrier, Jean-Luc Mayaud, Lutz Raphaël et Jacques Rémy, mention très honorable avec les félicitations du jury.

Pierre Cornu



Édition électronique

URL : <http://journals.openedition.org/ruralia/194>

ISSN : 1777-5434

Éditeur

Association des ruralistes français

Édition imprimée

Date de publication : 31 juillet 2000

ISSN : 1280-374X

Référence électronique

Pierre Cornu, « La forteresse vide. Une histoire des hautes terres du Massif central entre déprise humaine et emprise symbolique (XIXe-XXe siècles) », *Ruralia* [En ligne], 07 | 2000, mis en ligne le 25 janvier 2005, consulté le 03 mai 2019. URL : <http://journals.openedition.org/ruralia/194>

Ce document a été généré automatiquement le 3 mai 2019.

Tous droits réservés

La forteresse vide. Une histoire des hautes terres du Massif central entre déprise humaine et emprise symbolique (XIXe-XXe siècles)

Thèse pour le doctorat en histoire sous la direction de Gilbert Garrier et Jean-Luc Mayaud, Université Lumière-Lyon 2, 3 volumes, 865 f° et 189 f°, soutenue le 8 septembre 2000, devant un jury constitué de Claude-Isabelle Brelot, Maurice Garden, Gilbert Garrier, Jean-Luc Mayaud, Lutz Raphaël et Jacques Rémy, mention très honorable avec les félicitations du jury.

Pierre Cornu

- 1 Le lent mais puissant processus de déprise qui a touché les hautes terres du Massif central entre le milieu du XIXe siècle et la fin du XXe siècle fait partie de ces questions que la recherche en sciences humaines a depuis quelques temps déjà laissées derrière elle, abandonnées au discours vulgarisateur et à la remémoration nostalgique. De fait, la problématique de la concentration de la population française dans les aires urbaines pendant l'ère industrielle, si ardemment discutée pendant le processus lui-même, s'est peu à peu endormie avec la stabilisation de la société dans ses nouvelles structures, et les sciences humaines ont tout naturellement suivi le mouvement général en se tournant vers de nouveaux objets. Et pourtant, c'est bien maintenant que la passion est retombée, que les représentations ont perdu de leur force, et surtout que le processus est peu ou prou arrivé à son terme, que l'on peut espérer en embrasser la totalité et en saisir la portée. Non pas, au reste, en considérant cette passion comme une gêne, un voile fantasmatique qui aurait recouvert une réalité purement matérielle et réductible à un modèle explicatif rationnel, mais en l'intégrant dans l'objet d'étude lui-même pour lui donner enfin toute sa dimension. Pourquoi un tel drame sur la question de la déprise, et une telle floraison de discours, un siècle et demi durant, au cabaret villageois, dans les salons littéraires comme à l'Assemblée nationale¹ ? L'intérêt d'une mise en histoire de la

déprise, appliquée aux régions où elle a connu son expression la plus profonde, est donc bien de comprendre la signification réelle du drame vécu et joué par les micro-populations concernées, mais aussi par le pays dans son entier, nation singulière qui exprime avec constance son rapport au temps par son rapport à l'espace.

- 2 Fondée sur l'analyse longitudinale des évolutions démographiques, économiques et culturelles de quinze cantons échantillons représentatifs de la diversité des hauts pays du Massif central, notre recherche s'est donc donné pour but de retourner voir, au plus près du terrain, comment s'était déroulé ce processus de déprise, ce qu'avait voulu dire, pour plusieurs générations successives, vivre dans une « terre d'abandon »², et comment s'étaient formés les paysages de la désertification, pour enfin tenter de saisir les liens entre cette histoire et la construction progressive, de l'intérieur et de l'extérieur, d'une idéologie de l'enracinement venant substituer une emprise symbolique à l'emprise matérielle défaillante dans ce « cœur vide » du territoire national. Dans cet objectif de rendre compte du phénomène de déprise dans toute son extension, nous ne pouvions privilégier un axe plutôt qu'un autre, et nous avons cherché à lire la déprise dans le spectre le plus large possible, regardant dans toutes les directions, même les plus improbables, interrogeant toutes les échelles, dans un va-et-vient permanent entre micro et macro-histoire, et mettant en œuvre le plus grand nombre d'outils possible empruntés aux sciences sociales : géographie bien sûr, anciennement et fructueusement active sur ce terrain, démographie également, mais encore sociologie et ethnologie dont les apports et les méthodes nous paraissaient indispensables à la réalisation de notre projet³.
- 3 Dans un tel sujet, compter s'avérait un impératif et, mieux encore, un préalable obligé, pour prendre pied sur un terrain mouvant masqué par une végétation tenace d'idées reçues. Malgré la difficulté de construire des séries statistiques homogènes des principaux indicateurs démographiques et économétriques sur un siècle et demi et sept départements, cette démarche s'est révélée fructueuse pour faire ressortir la diversité interne du phénomène de déprise et, par une approche multiscalaire, révéler la rugosité des évolutions sous une apparence de fatalité lisse. Ainsi, la déprise apparaît-elle singulièrement rétive à la modélisation simpliste, à la mise en formules mécanistes : phénomène complexe, mettant en jeu bien autre chose qu'une logique d'attraction/répulsion, elle appelle la construction d'une explication beaucoup plus ample et profonde, incluant les aspects sociaux, psychologiques et culturels.
- 4 Le principal enseignement de l'étude couplée des évolutions démographiques et économiques réside dans le décalage considérable entre une dépopulation intense et une déprise paysagère somme toute modérée, et dont le renversement s'opère en bien des points dans les dernières décennies : dépopulation et déprise ne sont donc pas synonymes et peuvent même évoluer de manières divergentes. Ainsi, en certains points touchés par une dépopulation continue (pays de Saint-Agrève, de Saugues ou Lévézou), on ne peut pourtant parler de désert à la fin du XXe siècle ; et sur les herbages du Cantal ou dans les bergeries du Larzac, on trouve en cette même période, malgré le vide humain, tous les signes d'une activité pastorale encore bien vivante, parfois même en net regain. À l'inverse, dans les Cévennes, si l'agriculture est devenue résiduelle, la population, elle, a commencé à revenir dans les dernières décennies, et le patrimoine bâti a fait l'objet d'une reconquête importante par les résidents secondaires.
- 5 S'il faut récuser les lectures déterministes de la déprise, il n'en demeure pas moins que le phénomène eut sa logique propre. Une dépopulation qui se déroule sur une telle échelle de temps est assimilable à une dynamique démographique négative : les populations en

déclin des hautes terres du Massif central présentent, en effet, un profil d'évolution reconnaissable, avec un creusement latéral puis une inversion progressive de leur pyramide des âges, une tendance au déséquilibre des sexes d'abord erratique puis évoluant de manière systématique vers la surmasculinité, une perturbation de la dynamique de reproduction familiale et sociale et, finalement mais tardivement, c'est là un point important, un état dépressionnaire généralisé que seule parvient à rompre, même lorsque l'émigration se tarit, une immigration opportuniste, comme celle des néoruraux du rebord sud-est du Massif. Cette logique ne suffit évidemment pas à enfermer le sujet, mais elle pèse incontestablement, d'autant plus lourd qu'on avance dans le temps. Postuler la liberté des acteurs de l'histoire n'est pas nier les réalités auxquelles ils sont confrontés. Et de fait, nous avons constaté qu'il n'y avait finalement pas besoin d'une pente de dépopulation extrême pour mener à de sérieuses difficultés : autour de 1 % par an sur une assez longue durée, on est à peu près certain de voir un déséquilibre se créer entre les générations et aboutir à un enfermement progressif dans le système dépressionnaire décrit précédemment. Cela permet en partie de comprendre pourquoi la dépopulation, entamée de manière variée et selon des chronologies décalées dans les différents hauts pays du Massif central, a fini par prendre des formes assez semblables. La pente des courbes que nous avons étudiées, rythmée par le choc considérable de la Grande Guerre, accélérateur du déclin et élément de fragilisation en profondeur, puis par la pause relative de la crise et des années d'occupation, et enfin par l'accélération des Trente Glorieuses, donne bien une relative identité de destin aux territoires étudiés, pas suffisante pour justifier leur fusion dans un même récit, mais assez nette toutefois pour donner sens à leur confrontation.

- 6 L'histoire de la déprise est une mine d'histoires singulières ou collectives, à tel point qu'il n'est pas aisé de faire des choix et de les justifier. Soucieux avant tout de saisir le *comment* de la déprise, d'approcher de sa réalité charnelle, nous avons repris le canevas établi à partir des sources quantitatives et brodé dessus, à partir des sources qualitatives les plus intéressantes, toute une série de récits entrecroisés, de bribes d'histoires dont nous pensions qu'ils pouvaient nourrir notre réflexion sur la nature du phénomène étudié. Suivant le fil chronologique, nous avons tout d'abord cherché à saisir précisément la situation au moment du « plein ». Or, une lecture rapide de la documentation accessible sur les dernières années de la Monarchie montre clairement que, dès cette époque, le vide était un élément constitutif de l'économie montagnarde, celle-ci fonctionnant non pas comme un système clos sur lui-même ou condamné à regarder vers les plus hautes pentes pour répondre à la pression démographique, mais au contraire comme une structure en perpétuel déséquilibre et tournée vers le bas-pays, où se trouvaient les opportunités d'échanges et de travail complémentaire. Mobiles par définition, les communautés d'habitants des hauts pays répondaient bien peu au mythe forgé *a posteriori* de l'enracinement.
- 7 À l'évidence, une fois le phénomène enclenché entre le milieu et la fin du XIXe siècle selon les cas on peut parler de processus malthusien à l'œuvre dans la déprise, non réductible au système dépressionnaire évoqué précédemment : c'est en effet également une logique économique et psychologique qui construit peu à peu le vide humain dans les hautes terres. Pour autant, la déprise ne s'impose pas comme une force extérieure ou une loi suprême à laquelle rien ne pourrait résister, et dont les montagnards seraient, de manière univoque, les victimes sans quoi les choses se seraient terminées beaucoup plus vite. Sauf en Cévennes, où la crise de la deuxième moitié du XIXe siècle conduisit

effectivement à une mise en échec de l'économie rurale, on constate, somme toute, que la déprise fut un phénomène particulièrement lent et progressif, opérant de manière conflictuelle et contradictoire, mais non pas sans ordre, ni même mise à profit. Si l'on prend l'exemple des dynamiques de reboisement et d'appropriation extérieure des estives, on constate certes qu'elles s'apparentèrent à une éviction progressive des communautés d'habitants permanents, mais cette éviction, là encore, fut en partie organisée par les habitants eux-mêmes. Les interactions sont donc complexes : parfois l'action extérieure précéda, parfois elle suivit de près un repli ou un redéploiement des activités des habitants. Mais on constate bien que ces forces extérieures ne furent efficaces que là où la forteresse montagnarde, notamment sur le plan foncier, présentait des brèches importantes : sur le Lévézou ou même dans le pays de Saugues en Margeride, la terre est restée aux mains des autochtones. La conversion de la montagne en espace de réserve, si elle est bien une tendance économique lourde, n'a pas eu assez de force cependant pour chasser du sol ceux qui s'y accrochaient. Elle a profité du vide, mais ne l'a pas créé.

- 8 Sur les responsabilités dans le mécanisme de déprise, il convient de souligner le rôle crucial des migrants : en emportant une part du capital familial, sous forme de numéraire ou de terres, en se faisant les agents du reboisement ou de la conversion en villégiature de la terre natale, ils ont incontestablement affaibli l'emprise des restants et participé à la mise en sommeil de l'espace montagnard. Si la déprise est bien un processus d'agonie, c'est parce que celle-ci s'apparente à un conflit au sein d'un même corps entre une logique de maintien et une logique d'abandon, la mort gagnant peu à peu le corps du territoire humanisé, par les extrémités d'abord puis de plus en plus près des organes vitaux. Pour celui qui prenait le parti de l'abandon et donc, le plus souvent, de la migration, le problème cessait à l'instant d'exister ou de peser sur lui ; mais il en aggravait le poids sur les autres. Les restants souffrirent ainsi doublement du départ des migrants, par la déperdition de forces qu'il représentait et par la sentence d'inanité de l'effort de maintien qu'il exprimait implicitement.
- 9 Peut-on alors parler de déserts pour ces hauts territoires vidés de leurs habitants et de leurs énergies, et à partir de quand ? Il n'y eut au vrai, dans tout l'archipel des hautes terres du Massif central au moment de l'étiage démographique entre les années 1960 pour le rebord sud-est et la toute fin du siècle pour le restant, aucun vide véritable, absolu, définitif. Le vrai désert est introuvable, et ceux qui croient l'avoir découvert sont aveugles aux formes de vie ou d'activité humaine qui les entourent. La désertification de ces pays de très faible densité s'est apparentée davantage à une maladie de peau atteignant le tissu du peuplement et l'épiderme paysager, faisant apparaître des taches stériles qui allaient se multipliant et s'élargissant, mais sans parvenir toutefois à gagner l'ensemble. Or, toute l'angoisse de la situation résidait, justement, dans la contemplation impuissante, par des habitants désormais trop peu nombreux pour lutter, des lents progrès de la friche : c'est la vie présente à côté du vide qui a maintenu la sensibilité au mal. Paradoxalement, c'est donc parce que le désert n'était pas tout à fait vide que l'on a pris conscience de son existence.
- 10 Dans l'atmosphère mortifère qui s'était installée peu à peu dans les hautes terres, il est toutefois logique que soit né, chez ceux qui n'étaient pas immédiatement aspirés dans cette logique d'abandon, le projet d'une résistance. Celle-ci ne fut toutefois que rarement l'entreprise de communautés d'habitants dans leur entier, minées par les départs et incertaines quant à leurs buts⁴. On reste frappé notamment de la faiblesse du

syndicalisme agricole dans ces hauts pays. C'est donc essentiellement du côté des élites locales religieuses, économiques et politiques que l'on peut trouver des exemples d'actions de résistance. Ces élites modestes, et notamment les maires et conseillers généraux, ont joué un rôle fondamental dans l'histoire de la déprise et, si elles n'ont pas su l'endiguer, elles en ont, par un activisme tous azimuts, orienté le cours, géré les effets et permis, en relation avec la logique d'adaptation permanente des exploitations agricoles familiales qui formaient l'essentiel du tissu sociologique, que les régions concernées s'adaptent à chaque nouveau palier atteint. À l'exception d'un moment de panique au plus fort de la crise cévenole et de l'abattement consécutif aux pertes de la Grande Guerre, on ne peut dire, en effet, que la déprise ait été vécue comme une débâcle. Alors qu'à chaque fois qu'on franchissait une dizaine vers le bas dans le nombre d'habitants au km², on pensait assister à la décomposition définitive du tissu socio-économique et à la mort de la culture locale, les sociétés montagnardes ont su se réorganiser et survivre. Toutefois, les élites ont suivi le même chemin que les populations pour lesquelles elles jouaient le rôle de médiatrices, parfois même plus vite encore, et se sont trouvées affaiblies au point de ne pouvoir continuer, à la fin de la période, à jouer leur rôle : d'une certaine manière, c'est l'État qui a dû prendre le relais, avec toute la difficulté de ne plus trouver sur place les interlocuteurs nécessaires.

- 11 Il n'est pas aisé de porter un jugement global sur près d'un siècle et demi d'intervention publique concernant un dossier aussi complexe que la dépopulation rurale. On reste toutefois frappé par l'importance de l'investissement symbolique tout au long de la période, et la faiblesse de l'investissement concret. Tous les discours des agrariens de la Troisième République sur l'ardente nécessité du maintien de la petite propriété comme fondement de la nation ont-ils abouti à davantage que la modeste loi du 12 juillet 1909 sur le bien de famille insaisissable ? Le régime de Vichy quant à lui, on le sait bien, cacha bien mal la médiocrité de ses réalisations derrière des incantations. Seule la Cinquième République s'est signalée par un fort volontarisme sur les questions agricoles et d'aménagement du territoire. Mais cette dernière eut une action plus qu'ambiguë : sa finalité était en effet autant de panser les plaies des vieux pays perclus que de faire accepter la nécessité d'un exode rural maîtrisé.
- 12 L'évolution la plus notable de l'attitude du pouvoir central tient sans doute à la reconnaissance progressive de la spécificité du problème des hautes terres : si, en effet, la Troisième République avait mené une politique globale d'amortissement de la transition vers une France industrielle et urbaine, sans considération véritable pour les problèmes spécifiques de tel ou tel foyer d'émigration et si, malgré son tropisme pour les « isolats conservateurs » qui surplombaient sa capitale de fortune, le régime du maréchal Pétain n'avait pas plus œuvré à leur consolidation, c'est bien sous la Cinquième République que, pour la première fois, l'attention fut portée sur les problèmes propres aux hautes terres et que l'on chercha à leur assigner un rôle et à leur faire sentir la sollicitude de la nation ⁵. Si l'on s'intéresse aux années les plus récentes, on doit toutefois noter une diminution discrète mais assez nette de l'intérêt du pays pour cette question de la déprise dans les hautes terres : les discours savants se sont en effet efforcés, depuis la fin des années 1980, de relativiser cette déprise, d'en proclamer la fin ⁶, voire même d'« oser le désert » suivant la formule provocatrice de Jacques Lévy. Cette caution scientifique a encouragé l'État à tourner la page de la lutte contre la désertification, à cesser de gaspiller ses deniers surtout. En fait, c'est un travail de deuil qui semble se terminer, pour le pays et pour l'État qui en exprime les préoccupations. La France a sans doute achevé sa crise d'adaptation à

la modernité, et ne ressent plus le besoin anxieux de maintenir en des isolats protégés les germes d'un retour potentiel à son passé. Ces isolats sont donc devenus musées il faudrait évoquer ici la politique de création de parcs naturels ou régionaux, objets de contemplation dépassionnée, lieux de mémoire mais non plus de renaissance.

- 13 On touche ici à un paradoxe intéressant du « désert » : s'il fut nécessairement un espace répulsif, sans quoi il ne se serait jamais vidé, il fut également un espace attractif par le fait même qu'il était vide : il appelait à être comblé. Et de fait, il y eut bien recouvrement dans le temps des processus de désertification et de reconquête, puisque le premier créait le vide que l'autre s'appropriait, sans parfois même qu'il y ait de temps de latence, comme on peut le voir avec l'exemple du reboisement dans les hautes Cévennes ou le Livradois : la pression des investisseurs sur les derniers éleveurs visait justement à accélérer la création du vide pour le rendre utilisable⁷. Car le désert n'est pas synonyme d'absence d'emprise : les hautes terres de la fin du XXe siècle sont en réalité tenues de loin, par ceux qui attendent que leurs arbres poussent, ceux qui ont un besoin saisonnier de grands espaces pour laisser s'égailler leurs troupeaux, ceux qui ont un besoin identique mais pour eux-mêmes : les touristes et résidents secondaires qui vont rituellement oublier le trop plein au cœur du vide, sans voir les derniers exploitants agricoles, qui affirment pourtant de manière têtue leur existence en refusant de se laisser transformer en gardiens ou en pièces de musée eux-mêmes⁸.
- 14 De fait, c'est une véritable consommation du vide qui s'est développée dans les hautes terres, et ce bien avant que le vide réel ne se soit installé : les premiers développements du tourisme d'altitude dans le Massif central, fondés sur les arguments de l'espace, du calme et de la pureté des éléments, remontent à la fin du XIXe siècle. Et ce que venaient et viennent encore contempler les visiteurs, ce ne sont pas les paysages réels d'une économie rurale en difficulté, mais les paysages fantasmés d'un monde hors du temps profane de la société industrielle. La littérature régionaliste et agrarienne, particulièrement abondante dans cette région malgré la minceur de la catégorie des élites instruites⁹, et qui a fait de la déprise à la fois son combat, sa source d'inspiration et le fondement de sa légitimité, peut être assimilée à une entreprise collective et progressive de construction d'une forteresse identitaire dans les hauts pays, dont l'œuvre d'Henri Pourrat constitue l'archétype¹⁰. Toutefois, majoritairement écrite par des migrants à l'intention de migrants, elle fut en réalité davantage un travail de deuil qu'une recherche d'ajournement du trépas de la terre aimée. Bien plus, à mesure que la montagne était érigée en place forte de la conservation des valeurs d'attachement au sol et à sa mise en valeur traditionnelle, ses habitants ne pensaient qu'à la fuir, et c'est une nouvelle population qui se trouva attirée par son charme austère : parents de retour, puis résidents secondaires et vacanciers de tous types, venant renouer avec une ruralité mythifiée.
- 15 Au total, cette recherche de l'identité profonde du processus conjugué de déprise humaine et d'emprise symbolique, par le regard de l'individu, celui de la nation, et la réflexion sur les discours suscités par le phénomène, nous conduit davantage à la perplexité qu'à la satisfaction de l'entendement limpide. En effet, comment comprendre que la déprise ait été, finalement, si peu de chose pour ceux qui la vivaient dans l'instant, mais si longue à mûrir et à produire ses effets de génération en génération ? Qu'elle ait été, pour le pouvoir, à la fois un problème mineur et l'objet d'une instrumentalisation aussi poussée ? Que la construction d'une forteresse imaginaire par les écrivains pour empêcher la mort des hautes terres ait aidé à précipiter celles-ci dans le déclin en même

temps que permis leur renaissance dans l'économie de la consommation de mythes ? On ne peut, de fait, résoudre le paradoxe de cette double évolution, à la fois déprise matérielle organisée, et emprise symbolique patiemment construite : l'individu, la communauté d'habitants, les élites locales, le pays dans son entier ont, chacun à leur manière, avec des hésitations et des contradictions, programmé et réalisé l'abandon de la mise en valeur des hautes terres mais sauvegardé leur emprise par le renforcement ou l'invention de liens symboliques.

- 16 Ce que l'on découvre dans les discours sur la déprise, c'est en fait une dissociation symbolique mais radicale de l'espace : tandis que le monde rural, et particulièrement les montagnes du centre, incarnaient le temps cyclique, c'est le monde urbain, lieu de naissance du progrès technologique, qui représentait le nouveau rapport au temps. Participer au progrès, c'était devenir urbain : migrer, donc. Rejeter le progrès, montrer son attachement à l'immuable, c'était faire acte de résistance, s'accrocher à ses montagnes. Et dans cette division du territoire, les migrants auvergnats, limousins ou cévenols en voie d'acculturation jouèrent un rôle fondamental de médiums, exprimant dans leur existence même le déchirement de la nation entre passé et présent, espace rural et espace urbain, temps cyclique et temps du progrès.
- 17 Ainsi, l'étude des discours maladifs sur la déprise est un parfait indicateur du traumatisme causé à la nation française par la modernité, avec des phases paroxystiques d'expression de ce traumatisme : après la saignée de 1914-1918, au lendemain de la défaite de 1940, dans le désarroi de la « révolution silencieuse ». On pourrait dès lors analyser la résistance française à l'exode comme une crainte collective face à la modernité et à ses déchirements. L'exode et l'abandon des hautes terres n'ont finalement été acceptés qu'après certitude qu'ils nourrissaient au moins autant la classe moyenne, facteur de stabilité, que la classe ouvrière. C'est bien dans la « seconde révolution française » esquissée par Henri Mendras ¹¹ que s'est opéré ce basculement.
- 18 Que l'on ne s'y trompe pas cependant : ce mythe de la forteresse des hautes terres n'a pas seulement été la chimère d'une vieille France réactionnaire et envieuse, pas seulement une construction de romans moralisateurs à quatre sous. Cette forteresse, ce sont aussi les géographes, les historiens, qui en ont fait un « lieu de mémoire » ¹², ou qui en ont accepté la réalité sans véritable examen critique. Vide et silencieuse, la forteresse des hautes terres est devenue le môle autour duquel s'est construite la représentation symbolique du territoire ¹³. Au discours traditionnel et fataliste selon lequel la montagne aurait fait la déprise, nous pensons pouvoir substituer l'idée que, d'une certaine manière, c'est la déprise qui a fait la montagne, et que la façon dont on la regarde aujourd'hui, largement conditionnée par cette construction, doit nous faire réfléchir sur la complexité de notre rapport intellectuel et sensible à l'espace, au territoire, au paysage.

NOTES

1. Pierre BARRAL, *Les agrariens français de Méline à Pisani*, Paris, Armand Colin/Presses de la FNSP, 1968, 388 p.

2. Ce qui signifie clairement que notre parti pris était d'étudier les restants, et non les migrants, espérant combler ainsi une lacune de l'étude des phénomènes migratoires repérée par les historiens démographes eux-mêmes. Voir : Maurice GARDEN, dans Jacques DUPÂQUIER et Denis KESSLER [dir.], *La société française au XIXe siècle. Tradition, transition, transformations*, Paris, Fayard, 1992, p. 507.
3. Nous ne pouvons citer ici ne seraient-ce que les principaux travaux qui nous ont inspirés, mais l'on peut évoquer les publications régulières du CERAMAC de Clermont-Ferrand, les recherches des démographes de l'EHESS, et les passerelles pluridisciplinaires lancées depuis longtemps déjà par les chercheurs de l'ARF.
4. On évoquera toutefois l'affaire du Larzac dans les années 1970, qui témoigne cependant davantage d'un conflit pour une nouvelle emprise sur l'espace, entre éleveurs modernisés et pouvoirs publics, que d'une résistance de l'économie rurale traditionnelle.
5. Il conviendrait d'évoquer également le développement de l'influence de la politique européenne d'aménagement.
6. Voir les travaux à l'échelle nationale de Jean-Claude Bontron ou les écrits de Roger Brunet, proclamant en 1997 qu'« il n'y a pas, qu'il n'y a plus de "désertification" des campagnes et encore moins de la France ». Roger BRUNET, *Territoires de France et d'Europe*, Paris, Belin, 1997.
7. Charles BIEAU, *L'équilibre agro-sylvo-pastoral de la région floracoise*, Thèse de droit, Université de Montpellier, 1955, 167 p.
8. Comme l'écrit Jean-Luc Mayaud dans sa synthèse sur l'histoire de la petite exploitation, « Maintes fois condamnée, toujours en sursis, elle résiste. Sa pérennité jette le soupçon à la fois sur sa nature et sur le système qui devait produire son élimination ». L'exemple extrême de la petite production dans les hautes terres, certes fortement affaiblie mais vivante encore malgré tous les pronostics, en apporte une confirmation éclatante. Jean-Luc MAYAUD, *La petite exploitation rurale triomphante, France XIXe siècle*, Paris, Belin, 1999, p. 186.
9. Anne-Marie THIESSE, *Écrire la France. Le mouvement littéraire régionaliste de langue française entre la Belle Époque et la Libération*, Paris, Presses universitaires de France, 1991, 314 p.
10. Voir notamment : Henri POURRAT, *Ceux d'Auvergne*, Paris, A. Michel, 1939.
11. Henri MENDRAS, *La seconde Révolution française, 1965-1984*, Paris, Gallimard, 1994, 456 p.
12. En conclusion à l'ensemble de l'œuvre du même nom, Pierre Nora écrit : « dans l'énorme glissement de terrain où la France aujourd'hui perd pied, la reprise par le mémoriel est un renouement de continuité ». Pierre NORA [dir.], *Les lieux de mémoire*, Paris, Gallimard, p. 4715. Comment ne pas être frappé de la prévalence des figures de l'enracinement spatial dans la manière dont on définit le rapport de la France à son identité ?
13. Dans cette histoire de la complexité du rapport au lieu, il y a donc des enseignements à trouver pour les sciences humaines : trop souvent, elles ont considéré elles-mêmes le lieu comme une évidence, pensant en maîtriser la géométrie, alors qu'elles en étaient prisonnières pour leurs sources, leurs problématiques bien souvent et jusque dans la formulation de leurs conclusions. Si la spatialisation du discours est un impératif où vaut ce dont on parle ? l'espace lui-même n'a pas forcément de sens, ou pas celui que les représentations accumulées ont construit, et sa continuité même demande à être mise en question, défi pour l'avenir de la recherche sur les espaces ruraux.

INDEX

Index chronologique : XIXe siècle, XXe siècle